

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Promotion de la paix dans un monde néolibéral

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

[Le travail pour le développement et la promotion de la paix va bien au-delà de l'économie](#)

point fort

2

[Changer de perspective: le néolibéralisme à l'épreuve du quotidien](#)

dossier

[Oser penser un monde «au-delà du capitalisme»](#)

[Interview sur la «Paro Nacional» avec Camilo González](#)

[Néolibéralisme et travail décent](#)

[Extraction d'or au Burkina Faso: les profits avant les droits humains?](#)

[Au-delà du néo-libéralisme](#)

3

[De Santiago à Paris, les peuples dans la rue](#)

pour aller
plus loin

4

[KOFF Podcast Ton-Träger: Femmes, paix et sécurité : Où est l'égalité ?](#)

actualité

[Eau, paix et sécurité: un nouvel outil d'alerte précoce](#)

[Table ronde «Paix et droits humains en Colombie et au Honduras: une mission à haut risque!»](#)

5

[Événements et nouvelles](#)

calendrier

editorial

«Il suffit que l'économie aille bien pour que tout aille bien», voilà la devise du néolibéralisme. Il faut donc donner la priorité à la liberté économique.

Cette idée est fortement contestée, notamment dans le domaine de la promotion de la paix. Si certains affirment que le commerce, en faisant converger les intérêts, favorise la paix, d'autres soulignent son effet clivant. C'est par exemple le cas lorsque les intérêts des grandes multinationales l'emportent sur les besoins des personnes, ou lorsque le système ne bénéficie qu'à une minorité, tout en exploitant le plus grand nombre.

Dans cette édition, les auteurs et auteures se posent, entre autres, les questions suivantes: pourquoi un système uniquement orienté vers le profit est-il problématique? Que signifie le travail équitable? Pourquoi les gens protestent-ils dans la rue contre les politiques néolibérales?

Je vous souhaite une agréable lecture.

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

point fort

Le travail pour le développement et la promotion de la paix va bien au-delà de l'économie



TADJIKISTAN : Projet de gouvernance locale de la DDC (2017). Photo : DDC

«Ce n'est que du papier» dit le proverbe. On ne peut dire la même chose des hommes. Les sciences – et la partie des sciences du développement qui a fait du développement économique son cheval de bataille – prétendent être des «sciences exactes». Or elles n'ont pas pu prévoir les crises financières et les défaillances du marché ni réduire la pauvreté qui s'en est suivie, l'insécurité des individus, la migration et les conflits, ou encore la fragilité.

Favoriser le marché plutôt que les hommes: l'économisation du développement

Comment ces deux éléments sont-ils liés? Avec l'objectif de développement durable 16, le Programme 2030 promeut la paix, l'État de droit et l'inclusion et appelle à soutenir en priorité les plus défavorisés. Habermas a postulé que l'équilibre entre «liberté, égalité et fraternité» était la plus grande promesse du libéralisme. Celle-ci fait écho au principe «Leave no one behind» (LNOB), la promesse de notre époque néo-libérale et dérégulée. Cet objectif prône que le développement est avant tout économique, et qu'il a surtout besoin, comme la paix, de ressources financières. Avec cette «économisation» du travail pour le

développement et la promotion de la paix, les acteurs et actrices renoncent toutefois à leurs outils principaux – œuvrer au développement social, culturel et politique – et ôtent l'humain du cœur des préoccupations.

Les processus visant à rendre des comptes et à détailler l'emploi qui a été fait des ressources prennent le pas sur l'analyse et l'intervention ainsi que sur l'expérimentation de diverses interventions visant à représenter la complexité du contexte. Les excellentes théories de Banerjee et Duflo, récompensés par le prix Nobel d'économie[1] pour leur méthode «essai-erreur», sont souvent réduites au simple calcul opportunités-risques visant à éviter toute prise de risques, ou victimes de la nécessité de présenter rapidement des résultats.

Il n'est pas rare que les résultats reflètent une compréhension de la paix limitée à l'absence de violence physique ou une conception du développement restreinte à sa dimension économique. Pour satisfaire à la mission du Programme 2030, et en particulier à l'objectif 16 et au principe du «LNOB», nous devons en premier lieu abandonner cette vision purement économique. Il nous faut ensuite adopter une cohérence politique, qui génère les ressources là où elles sont disponibles.

Liberté, égalité et paix – où l'argent va-t-il?

D'après Freedom House, la «liberté», en tant qu'expression de la démocratie, recule depuis 13 ans. 61 % de la population mondiale, soit 4,6 milliards de personnes, vit dans des pays à régime autoritaire ou à liberté restreinte[2]. Un schéma similaire se dessine en ce qui concerne le principe d'«égalité», qui s'enfoncé dans une inégalité de fait: 1 % de la population mondiale possède 20 % des richesses disponibles[3], pendant que la moitié la plus pauvre en détient moins de 10 %. Si l'on pense que la fraternité doit aller de pair avec la solidarité, le tableau est tout aussi noir: l'aide publique au développement (APD) des pays de l'OCDE s'élevait à 147,2 milliards de dollars en 2017, ce qui représente environ 0,31 % du PIB des pays donateurs[4]. Environ 45 % de cette aide, soit 68 milliards de dollars, était reversé à des pays fragiles et touchés par des guerres ou des conflits[5].

Le malheur des uns fait le bonheur des autres: quand les dettes génèrent des revenus

Pourquoi ces chiffres sont-ils alarmants? Premièrement, nous manquons d'argent pour promouvoir la paix: l'APD est à l'origine de 72,2 % du financement de la paix et du développement dans ces pays[6]. Deuxièmement, la priorité n'est pas donnée à la paix, mais aux armes de guerre: si l'ADP s'élevait à moins de 150 milliards de dollars en 2017, les dépenses pour l'armement représentaient 1,8 trilliard de dollars en 2018, soit 2,1 % du PIB mondial[7]. Troisièmement, en raison de la dérégulation, des vides juridiques et des défaillances des États, l'évasion fiscale légale entraîne des pertes de recettes à hauteur de 7,8 trilliards de dollars (soit 10,4 % du PIB mondial)[8]. On peut ajouter à cela 3,6 trilliards de dollars perdus en raison de la corruption[9].

Ce sous-financement chronique du travail pour la paix et le développement se chiffre entre 2,5 et 3 trillions de dollars par an[10], une somme qui pourrait être conservée par l'existence d'États de droit et d'une justice fiscale mondiale. Mais plutôt que de miser sur la régulation, on continue de donner la priorité au marché. Depuis la crise financière de 2008, plusieurs exemples ont montré que l'on pouvait s'enrichir grâce aux dettes des

autres. Les créances douteuses d'autrefois sont les microcrédits d'aujourd'hui destinés aux plus pauvres. Et alors que les microcrédits sont déjà controversés, des prêts au nom euphémique de «social impact bonds»^[11] sont émis et promettent aux investisseurs occidentaux des revenus pouvant aller jusqu'à 20 %, pour lesquels la coopération internationale au développement accorde même des garanties.

Les solutions seraient connues

Nous sommes pratiquement à la moitié du temps de réalisation du Programme 2030 et nous avons le sentiment, soit de n'en être encore qu'au début, soit que ça se terminera par un échec retentissant. Mais nous connaissons les solutions viables permettant une politique de développement favorable à la paix. Premièrement, nous devons baser nos réflexions sur le contexte, et à partir de cela, définir la plus-value du travail suisse pour la promotion de la paix et le développement. Nous n'avons pas besoin d'une solution prête à l'emploi, mais d'une manière de travailler flexible et orientée vers l'humain. Deuxièmement, nous devons remplacer la culture de l'aversion au risque par une culture de l'apprentissage, qui reconnaisse la complexité du système et l'irrationalité des hommes. Cela nous permettra, troisièmement, de reconnaître que la paix et le développement durable ne sont possibles que s'ils sont les objectifs d'une politique cohérente mondiale.

Le présent article reflète les expériences de Nils Rosemann, mais ne correspond pas à la position officielle du DDC. Les opinions exprimées sont exclusivement celles de l'auteur et ne reflètent le point de vue officiel ni du DFAE ni de l'administration fédérale.

[1] Basnerjee, Abhijit V., Duflo, Esther: Good Economics for hard Times, 2019

[2] Freedomhouse: Democracy on Retreat: <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2019/democracy-in-retreat>

[3] Rapport sur les inégalités mondiales:
<https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-summary-french.pdf>

[4] OECD Report 2019

[5] OECD State of Fragility Report 2019

[6] OECD State of Fragility Report 2019

[7] Internationale Friedensforschungsinstitut SIPRI in Stockholm im November 2018

[8] TAXATION PAPERS Taxation and Customs Union WORKING PAPER No 76 – 2019
Estimating International Tax Evasion by Individuals

[9] United Nations Secretary-General António Guterres:
<https://news.un.org/en/story/2018/12/1027971>

[10] United Nations: Roadmap for Financing the 2030 Agenda:
<https://www.un.org/sustainabledevelopment/sg-finance-strategy/>

[11] «Finanzflüsse wie ein Wasserfall? Die Finanzialisierung der Entwicklungspolitik»
<https://www.weltwirtschaft-und-entwicklung.org/wearchiv/042ae6a9f609a1c02/042ae6aa4b0d90c01.php>

DDC

Nils Rosemann

nils.rosemann@eda.admin.ch

Directeur adjoint de la section Assurance qualité et réduction de la pauvreté du DDC

links

- [Good Economics for hard Times](#)
- [Freedomhouse: Democracy on Retreat](#)
- [Rapport sur les inégalités mondiales](#)
- [Rapport Coopération pour le Développement 2019 de l'OCDE](#)
- [Institut international de recherche pour la paix de Stockholm \(SIPRI\) en novembre 2018 \(en anglais uniquement\)](#)
- [TAXATION PAPERS, Fiscalité et Union douanière, Estimating International Tax Evasion by Individuals \(en anglais uniquement\)](#)
- [Secrétaire général des Nations Unies António Guterres \(en anglais uniquement\):](#)
- [Nations Unies: Feuille de route pour le financement du Programme 2030 \(en anglais uniquement\)](#)
- [Finanzflüsse wie ein Wasserfall? Die Finanzialisierung der Entwicklungspolitik \(en allemand uniquement\)](#)

dossier

Changer de perspective: le néolibéralisme à l'épreuve du quotidien



Shamsia Hassani, graffeuse afghane, exerce son art à Berne (Suisse). Lukas Krienbühl, swisspeace 2013

Les débats qui portent sur le «care», le travail de soin, montrent à quel point les mécanismes de marché bénéficiant du soutien du monde politique considèrent que certaines activités sont dignes d'être encouragées et profitables, tandis que d'autres, au contraire, sont perçues comme des fardeaux, des entraves aux stratégies de croissance économique, et sont de ce fait dénigrées, dissimulées, reléguées dans la singularité. Or dans les situations de conflits, ce sont précisément ces activités de «care» qui sont d'une importance capitale pour la survie des populations. Pourtant, il en est rarement question, en tout cas pas lorsqu'une explication systématique des causes serait nécessaire. Par contrecoup, il n'est pas non plus fait mention de la précarisation du quotidien dans les négociations de paix décisives.

Des histoires de femmes fortes sur le terrain, d'initiatives de survie dans des quartiers détruits par les bombardements, d'enfants voulant apprendre à écrire et à lire malgré les conditions de vie les plus révoltantes, il en existe beaucoup, avec de multiples variantes. Des images de petits surhommes et de petites héroïnes, des films racontant des destins émouvants font le tour du monde – autant de belles prises de vue avec une touche d'esthétisme. Mais manifestement, cette réalité exposée ne pèse pas bien lourd dans les

décisions prises pendant les périodes de conflits militarisés, seulement motivées par les aspects économiques. Au contraire, ces récits facilitent l'externalisation du «petit quotidien», évacué du système des décisionnaires qui n'ont en tête que la performance, et ce, bien que leur force de travail s'enracine justement dans le «care». Lequel est invisible et le reste.

Cette impalpabilité des tâches quotidiennes, qui sont encore plus lourdes dans les zones de conflits, s'explique par des intérêts économiques liés au progrès et à la croissance et justifiés par l'idéologie. Les conséquences sont dramatiques à bien des égards, car la logique sous-jacente permet de désigner les éléments dérangeants et superflus et de les exclure du système tel qu'il fonctionne. Le transfert des coûts de sécurité sociale vers les foyers des plus démunis en est un bon exemple. Dans les zones de conflit, les gens sont abandonnés à eux-mêmes, et s'ils fuient, ils sont partout rejetés. Des barrières se dressent entre eux et le monde des gagnants. Parallèlement, l'industrie de l'armement et le commerce d'équipements militaires prospèrent comme jamais. Les nouvelles technologies qui promettent le bonheur à tous sont hors de portée, et les économistes continuent à chanter leur hymne à la gloire de la croissance et de la responsabilité individuelle en mode «ruissellement». Le risque de voir les droits des hommes et des femmes être vidés de leur sens perd toute pertinence, car une fois qu'une personne a été déclarée superflue, elle perd aussi ses droits, par exemple le droit à une vie digne.

Les histoires tirées du quotidien des femmes dans les régions en guerre illustrent de façon exemplaire cette dévalorisation du travail de soin aux autres comme de celles qui l'accomplissent. Leur puissance de travail, leur travail lui-même perd sa valeur. Elles restent invisibles, sans voix, car une fois qu'elles ont été exclues du système des «adaptés au monde économique», toute dépense pour leur travail se ferait en pure perte. En effet, du point de vue néolibéral, elles ne contribuent en rien au progrès, et ne sont que sable dans les rouages des marchés en croissance. Dans les régions en crise, on est particulièrement frappés par le décalage qui existe entre l'exclusion des personnes ayant le moins de ressources d'une part, et la vitesse de l'évolution technique d'autre part. La maximisation des profits justifie donc aussi que des populations soient rejetées dans la misère la plus crasse.

Il y a une logique derrière cette contradiction apparente, car l'architecture sociale néolibérale ne prend en compte que ce qui rapporte, tandis que tout le reste est un déchet dont il faut se débarrasser le plus loin possible, au coût le plus bas possible, et il en va de même de toutes les personnes dont l'existence est jugée superflue, comme c'est de plus en plus le cas de celles qui viennent des régions en conflit. Pour enrayer cette dynamique, il est nécessaire de mener un travail subtil, profondément politique, de promotion de la paix. Dans les zones de conflits, la misère et la faim ne sont pas des tragédies individuelles, mais l'expression d'une violence structurelle que le néolibéralisme n'est pas le dernier à légitimer. C'est seulement en redonnant une place centrale à l'organisation du quotidien et aux stratégies de soin et de survie des communautés que les efforts de paix pourront stopper cette évolution.

[WIDE Switzerland](#)

Annemarie Sancar

annemarie.sancar@bluewin.ch

dossier

Oser penser un monde «au-delà du capitalisme»



Grève féministe à Genève le 14 juin 2019 Photo : Charlotte Hooij

Les manières courantes de concevoir les conflits reposent sur de nombreux postulats. Par exemple, on postule que l'usage de la force ou la menace serait la réponse la plus appropriée aux conflits. Que les hommes seraient les «protecteurs», et les femmes les «victimes». D'autres postulats désignent ceux qui ont la légitimité et le droit de négocier des solutions, ou encore ceux qui peuvent et qui devraient profiter de la destruction. D'autres encore excluent des pans entiers de la société. De même, le néolibéralisme est sous-tendu par une pléthore d'hypothèses qui excluent et déshumanisent.

Ce que nous avons appris au cours de la longue histoire de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL/WILPF), en écoutant les femmes, c'est que remettre en cause les structures sur lesquelles ces hypothèses reposent, c'est précisément l'objet du travail de promotion de la paix, qui doit viser des transformations profondes. Les théories et les politiques néolibérales ont montré leurs insuffisances dans les contextes dits de paix. Or ces échecs sont encore plus graves dans les situations de conflit ou de post-conflit, dans lesquelles la coopération et l'inclusion sont essentielles. Dans ce système fondé sur la rapacité, les chefs de guerre sont les actionnaires.

Le travail de la LIFPL dans les situations de conflit ou de post-conflit montre que le type de politique économique que nous choisissons de déployer dans ces contextes ne peut être séparé des expériences vécues de la guerre, fortement liées au genre, ni des nouveaux besoins, souvent plus complexes et contradictoires, qui émergent à la suite du conflit. La manière dont nous arriverons à intégrer le besoin de transformation sociale, politique et économique d'une société sortant tout juste d'une guerre fera toute la différence entre une paix durable fondée sur la justice (une paix féministe) et une paix fragile mettant constamment en péril la vie des personnes et de sociétés entières.

Le cas de la Bosnie, analysé par la LIFPL, révèle les dangers d'une paix construite sur des prémisses néolibérales (cf. WILPF, 2017). La reconstruction du pays après le conflit s'est faite sur le postulat que le marché libre, la dérégulation et les privatisations apporteraient la croissance, la prospérité et donc la paix. Ces politiques ont été négociées par une élite politique ethnonationale corrompue et militarisée qui avait tout à gagner et rien à perdre. Les femmes, comme d'autres groupes de la société civile, en ont été exclues. Aujourd'hui, un quart de siècle après la guerre, les réformes économiques continuent d'être aveugles aux conflits et aveugles aux questions de genre. Au lieu de réduire les inégalités, elles ajoutent de la complexité et des facteurs de tension supplémentaires, et entérinent les inégalités structurelles, les inégalités de genre et les conflits sociaux. Voilà pourquoi il est si important de défendre une «paix durable» qui donne la priorité aux droits humains, et notamment aux droits économiques, sociaux et culturels. Non seulement pour alerter précocement en cas de violence armée, mais aussi pour garantir le changement.

Des décennies de néolibéralisme et de politiques d'austérité, accompagnées d'une accumulation sans précédent des richesses entre les mains des plus riches, 1 % de la population mondiale possédant deux fois plus que 6,9 milliards de personnes (cf. Oxfam, 2020) ont directement alimenté des conflits, remis en cause la possibilité de vivre une vie digne pour des populations entières, et réduit l'espace nécessaire pour que ce travail transformatif de promotion de la paix ait lieu.

Les inégalités structurelles qui sont au cœur du système actuel ont des répercussions sur la stabilité et la paix elle-même. Elles sont fondées sur le genre, la classe sociale et les préjugés raciaux. Mais ces inégalités dans l'accès aux ressources et leur répartition ont assez duré: aujourd'hui, des gens réagissent et passent à l'action. Voilà ce que nous voyons partout dans le monde, du Chili au Liban. Des personnes revendiquant leur droit de vivre une vie décente. Mais nous voyons aussi que la réponse apportée à ces revendications est faite d'oppression, de militarisation accrue et de répression des protestataires. Cela nous apporte la preuve que le système néolibéral est inséparable du patriarcat et du militarisme: «La domination masculine est étroitement liée aux inégalités de classes du capitalisme et à la domination raciale de certaines nations et certains groupes ethniques. Ceci forme un tout indissociable qui perpétue la guerre», résume le Manifeste publié par la LIFPL (cf. WILPF, 2015).

Les politiques néolibérales que le système économique capitaliste a engendrées nourrissent et entretiennent les inégalités. Réduction des dépenses publiques, privatisations et dérégulation du marché sont la nouvelle norme (cf. Ortiz et Cummins, 2019), alors que de l'autre côté, on fait aveuglément confiance aux grandes entreprises et autres acteurs privés pour combler le vide laissé par l'effritement des structures de l'État.

Ce que nous avons appris des femmes dans ces situations de conflit, c'est que la cause première des guerres, c'est ce système économique fondé sur l'exploitation et la corruption. La guerre se nourrit en grande partie de la recherche du profit. Mais les plans de reconstruction et de promotion de la paix semblent tout autant dictés par la recherche du profit. L'économie politique de la guerre et celle de la paix doivent toutes deux être soumises à une analyse critique et remises en cause. Or l'économie politique féministe représente un outil puissant qui peut nous aider à réinventer le monde dans lequel nous vivons (cf. WILPF 2018).

Face aux critiques féministes venues à la fois des militants et militantes pour la paix et des universitaires, qui pointent l'absence totale de prise en compte des problématiques de genre par les politiques néolibérales, le néolibéralisme s'est montré coopératif. Exemple particulièrement parlant: le récit néolibéral de l'*émancipation économique* des femmes et du *leadership* féminin. Dans un monde où 1 % de la population possède deux fois plus que 6,9 milliards d'individus, la question n'est pas de savoir si les femmes sont représentées à égalité parmi ces 1 %! Faire entrer quelques femmes dans l'élite privilégiée de la société, ce n'est pas ce que les féministes veulent dire quand elles parlent d'émancipation et de leadership. Il ne s'agit pas de faire rentrer les femmes dans le moule du système actuel. Il s'agit de transformer ce système pour que nous puissions construire des sociétés fondées sur la justice, l'égalité et une sécurité démilitarisée. Toutes et tous, nous devons oser penser un monde «au-delà du capitalisme».

Aujourd'hui, les membres de la LIFPL aux quatre coins du monde demandent le démantèlement du système actuel, vecteur d'injustice et d'inégalité structurelle, et la construction d'un monde nouveau. Pour cela, nous devons trouver des manières de rejeter les relations économiques et les pratiques existantes et d'y résister, inventer de nouvelles modalités de propriété et de contrôle des ressources naturelles, imaginer de nouvelles formes de redistribution des richesses et revoir notre conception de la croissance. Il nous faudra repenser les rapports entre croissance et viabilité environnementale, en prenant particulièrement en compte les droits de la nature, le droit à la terre des peuples indigènes et la souveraineté alimentaire. Tout cela implique que nous imaginions des modalités créatives et solidaires, entièrement inédites, de travailler par-delà les hémisphères, les frontières nationales, les groupes culturels, les régions, les classes et les genres. Si nous ne le faisons pas, la paix restera un horizon inaccessible.

Quelques exemples d'auteurs et d'œuvres: Klein, Naomi, 2007. La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre; Klein, Naomi, 2014. Tout peut changer: capitalisme et changement climatique; Raworth, Kate. La théorie du donut: l'économie de demain en 7 principes; Fraser, Nancy, 2009. Feminism, Capitalism and the Cunning of the History; Federici, Silvia, 2012. Point zéro, propagation de la révolution: salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe; et True, Jacqui, 2014. The Political Economy of Violence Against Women.

[Women's International League for Peace and Freedom \(WILPF\)](#)

Nela Porobić Isaković

nela.porobic@wilpf.org

[Women's International League for Peace and Freedom \(WILPF\)](#)

Maria Butler

maria.butler@wilpf.org

[links](#)

- [WILPF 2017. A Feminist Perspective on Post-Conflict Restructuring and Recovery – the Case of Bosnia and Herzegovina](#)
- [WILPF MANIFESTE 2015](#)
- [WILPF 2018 Guide on Feminist Political Economy](#)
- [Austerity: the New Normal. A renewed Washington Consensus. Document de travail.](#)
- [Rapport Oxfam, 2020](#)

dossier

Interview sur la «Paro Nacional» avec Camilo González

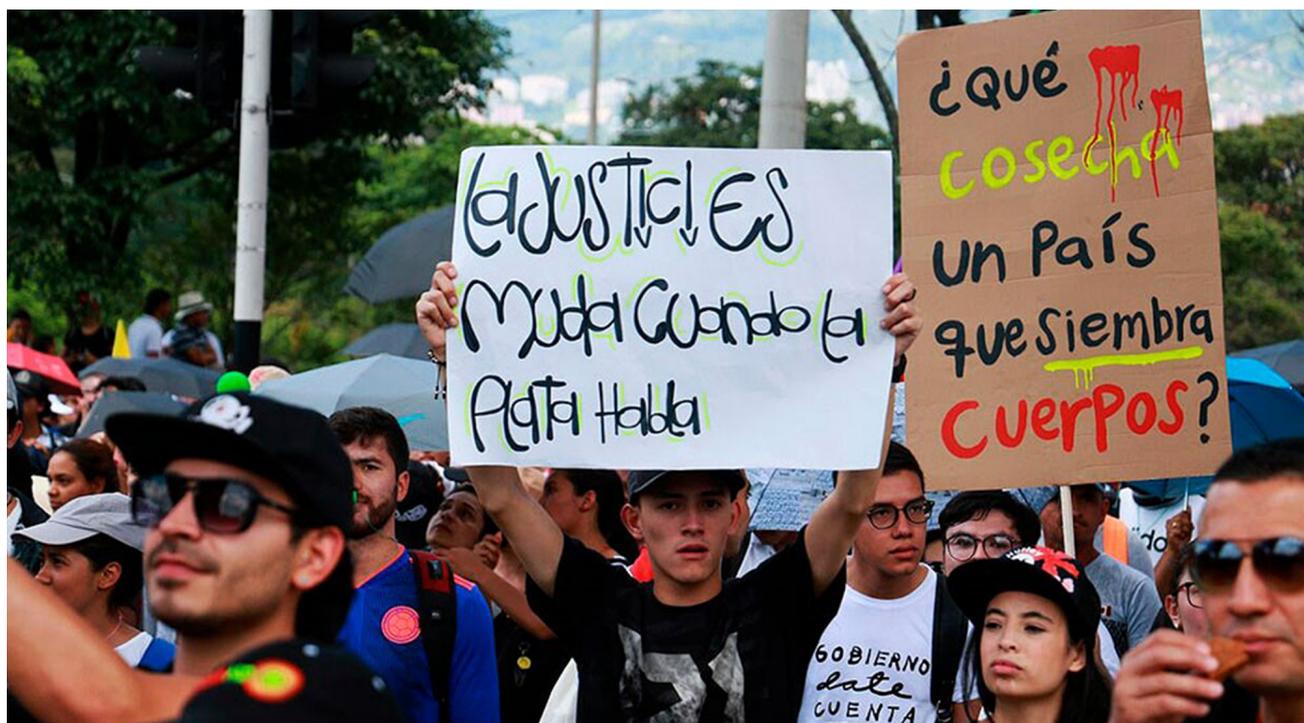


Photo de ask!

Cette interview a été publiée [ici](#) le 29 novembre 2019.

Depuis le 21 novembre, la Colombie connaît une vague de protestations contre la politique néolibérale du gouvernement, mais aussi contre la violence et en faveur de la paix. La répression violente, la mort du jeune Dilan Cruz âgé de 18 ans et la réponse des citoyens avec leurs concerts de casseroles (*cacerolazos*) font le tour des médias internationaux. Ask! (groupe de travail Suisse-Colombie) a interviewé Camilo González Posso, président d'Indepaz (Institut du développement et de la paix) et directeur du projet Centro de Memoria Historica à Bogota.

Ask: Camilo, pourriez-vous nous expliquer ce qu'il se passe actuellement en Colombie?

Camilo González: La Colombie connaît aujourd'hui son 7^e jour de grève nationale. L'appel à la grève lancé pour le 21 novembre avec des marches et des manifestations dans certaines entreprises des secteurs public et privé s'est transformé en une vague de mobilisation qui a regroupé des millions de personnes, chacune avec des raisons différentes de protester.

Ask: Qui fait partie du comité de grève?

C.G.: Le comité qui a lancé l'appel à la grève est composé de fédérations syndicales, d'organisations étudiantes, d'indigènes, de petits exploitants agricoles, de femmes et de communautés. Ils défendent les intérêts de la majorité des secteurs et groupes organisés de plus de 500 centres urbains et municipalités du pays. Le comité de grève a été le premier à lancer l'appel qui a fait office de déclencheur le 21 novembre, mais le mouvement prend maintenant beaucoup d'ampleur et de nouvelles formes de mobilisation ont émergé avec une logique différente des marches ou grèves traditionnelles. Elles vont dans la même direction. Dans chaque région et chaque ville, les gens s'organisent et il y a une incroyable synchronisation des paroles et des sentiments dans ce soulèvement contre les politiques antisociales du gouvernement et pour la défense de la vie et de la paix.

Ask: Que pensez-vous de la répression exercée par la police et l'armée?

C.G.: Au cours de ces sept jours, des millions de personnes se sont mobilisées de manière pacifique. Elles se sont mobilisées contre la violence, contre les assassinats de hauts responsables et contre le retour des techniques de guerre telles que la militarisation de certaines zones et l'autorisation de bombardements aveugles. L'un d'eux a coûté la vie à douze enfants, mais le gouvernement en a défendu le bien-fondé. C'est un mouvement contre la guerre et pour la paix, qui condamne toute forme de violence, y compris celles qui ont lieu pendant les manifestations. Face à cette impressionnante démonstration d'autodiscipline de la part des jeunes et de la société mobilisée, la police antiémeute a réagi avec une violence démesurée. Le bilan compte à ce jour des centaines de blessés et quatre morts, dont le jeune Dilan Cruz, qui a été tué à Bogota par un policier à bout portant et avec une arme non conventionnelle. La dimension pacifique de la mobilisation apparaît dans les images où les manifestants saluent les policiers qui adoptent un comportement passif et non agressif, et par le rejet des infiltrés et des saboteurs qui, dans certains cas, semblent faire partie des forces de police. À Santander de Quilichao (Cauca), un attentat contre un poste de police a fait deux morts parmi les policiers et neuf blessés. La population a fermement condamné les groupes locaux armés ou les trafiquants de drogue, qui sévissent encore dans certaines régions. Nous sommes face à une mobilisation pour la paix qui est née de l'état d'esprit qui a suivi la signature du traité de paix. Les armes ont laissé la place à la voix des protestations citoyennes.

Ask: Quelle est la situation actuelle? Le recours à la force par la police et l'armée a-t-il diminué face aux innombrables plaintes concernant son usage excessif?

C.G.: La condamnation de l'usage excessif de la force, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, a pour effet de modérer la brutalité de la répression, bien que certaines situations critiques perdurent. Les organismes internationaux de défense des droits humains, notamment le bureau de Madame Bachelet, ont demandé au gouvernement de ne pas faire appel à l'armée dans la répression de la contestation sociale et de se limiter aux méthodes utilisées par la police pour contrôler l'ordre public. Jusqu'à présent, l'armée et son arsenal de guerre ont été utilisés en arrière-plan pour la sécurité. Elle était notamment très présente sur les autoroutes, protégeant les infrastructures en jouant sur l'intimidation notamment, notamment avec ses chars. Mais elle n'a pas été impliquée dans la répression directe de ce qui se passait dans les rues et les quartiers. Des situations à fort caractère

militaire telles que des couvre-feux ont eu lieu dans plusieurs villes (Bogota, Cali, Popayán, Manizales), plus particulièrement les nuits des 21 et 22 novembre. Cette militarisation et ces couvre-feux avec autorisation de tirer sur toute personne se trouvant dans la rue ont été légitimés par une vague de panique, qui s'est propagée dans certaines villes. En effet, des rumeurs couraient selon lesquelles des «vandales» organisés en «hordes» allaient bientôt attaquer complexes résidentiels et magasins. Le climat de peur et de panique a constitué le point de départ de l'intervention militaire.

Ask: Selon vous, qui se cache derrière ces rumeurs?

C.G.: La rumeur sur les «vandales» se préparant à se livrer au pillage le jour de la grève nationale (21.11), circulait déjà la semaine précédant la grève. Elle alimentait les conversations et les questions soulevées par les images de pillages au Chili et en Bolivie et relayées dans les médias. Il est probable que cela a facilité la tâche de certaines unités de l'appareil sécuritaire expertes dans l'utilisation de la peur comme stratégie de contrôle de la population. Au nom de la sécurité nationale, les plus hautes instances de l'État et le parti au pouvoir ont laissé entendre que la grève était une conspiration terroriste internationale destinée à déstabiliser le gouvernement de Duque. Elle aurait été le fait du «Forum de São Paulo» et aurait été menée par des fauteurs de troubles payés par Maduro. À la suite de cette rumeur, les frontières ont été fermées, les étrangers reconduits et il a été question de se préparer à une guerre.

Ask: C'est incroyable.

C.G.: Les gens ont répondu par des actions extraordinaires. Avec des *cacerolazos* (tintamarre provoqué par des coups frappés sur des casseroles ou des poêles vides), avec des fêtes organisées dans les quartiers d'habitation ou encore avec des rassemblements de voisins le soir et la nuit. Des familles entières sont descendues dans la rue pour faire du bruit et scander des slogans contre la répression et le gouvernement.

Ask: Comment percevez-vous la grève en Colombie par rapport aux manifestations et aux mouvements qui se déroulent actuellement en Amérique latine?

C.G.: Dans chaque pays, les événements ont leur propre logique, mais nous sommes confrontés à un mouvement international qui proteste contre les politiques antisociales et antidémocratiques liées aux exclusions provoquées par la mondialisation. En Colombie, comme en Équateur et au Chili, les protestations visent les mesures prises par le gouvernement, c'est-à-dire une nouvelle vague de politiques néolibérales promues par le FMI et l'OCDE. Ces dernières ont des répercussions négatives sur la majorité de la population. Nous sommes confrontés à une révolution de conscience d'une grande profondeur. C'est une réponse à un modèle économique et social, qui promet désespoir et inégalités et qui est défendu par l'autoritarisme.

Cette révolution de conscience est un dénominateur commun dans nos pays. Des millions de personnes s'opposent à un modèle qui discrimine les jeunes et les femmes, qui défend les règles des multinationales et qui privatise tout jusqu'aux services publics les plus importants. À cela s'ajoutent la volonté d'égalité et de respect de la nature, le rejet de la corruption, le refus du néoconservatisme et l'opposition aux régimes despotiques et autoritaires.

Ask: Avons-nous déjà des informations concernant la «conversation nationale» («Conversación Nacional») proposée par Duque?

C.G.: La réponse de Duque, avec un désarroi évident, a été d'essayer de gagner du temps. Il a commencé par reconnaître l'ampleur des protestations, reléguant ainsi au second plan les accusations portées par le leader du parti au pouvoir, Alvaro Uribe, contre la légitimité de la grève. Il a ensuite appelé au dialogue social ou à la «conversation nationale», qui devrait comprendre une série de réunions pour examiner les plans de développement du gouvernement. Ces réunions devraient commencer prochainement, s'étaler jusqu'à mars 2020 et conduire à de nouvelles propositions de loi. Le contenu et les méthodes de cette «conversation» sont à l'image des dialogues que le président mène chaque semaine dans différentes régions. Ils sont appelés *Talleres, construyendo país* et Duque en a déjà mené plus de 140 au cours de la première année de son mandat. C'est une forme de relations directes avec certains groupes destinée à projeter une image de proximité avec le peuple, mais elle n'a guère donné plus de crédibilité au gouvernement actuel.

Cette proposition de «conversation nationale» est considérée comme une tactique de diversion utilisée par le gouvernement comme un faible outil de propagande pour disperser les contestations. Le gouvernement prétend que le mécontentement, en plus de la conspiration internationale et de l'opposition irrationnelle, est dû au manque d'information sur les aspects positifs de ses politiques. Par conséquent, il ne fait que mettre en place des mécanismes de propagande et refuse d'aborder les problèmes dénoncés par les protestations. C'est pourquoi le comité de grève a finalement refusé de participer à la première réunion alors que le président avait prévu d'engager des discussions avec des entreprises, des maires, des comités, etc. Son objectif était de n'ouvrir le dialogue qu'avec les secteurs qui lui étaient favorables et, en fin de compte, de reléguer les secteurs mobilisés à l'arrière-plan. Le gouvernement continue à refuser de parler de la mise en œuvre de l'accord de paix, du retrait du train de mesures du FMI, de la garantie de ne pas assassiner de hauts responsables et de la précarité des jeunes, des retraités et des travailleurs.

La population, révoltée par l'indifférence et le désintéressement qui entourent les violences répressives ayant conduit à la mort du jeune Dilan, poursuit ses protestations. L'attitude du gouvernement, selon laquelle les politiques d'ordre public et de sécurité ne peuvent pas faire partie de la «conversation» et encore moins des négociations, a fermé de nombreuses portes. Les gens qui défilent dans la rue demandent la dissolution de l'ESMAD et la modification des règlements encadrant les protestations. De plus, lors des manifestations qui ont eu lieu depuis le 21 novembre, la foule a agité à plusieurs reprises des pancartes réclamant l'arrêt immédiat des bombardements et des préparatifs guerriers destinés à apaiser les tensions dans les zones rurales. La question de la politique de sécurité est primordiale pour la défense de la vie, et encore plus au regard des stratégies guerrières actuellement adoptées par les forces de sécurité publiques et la résurgence des pratiques utilisées pour la dernière fois à l'apogée du paramilitarisme.

Ask: Merci pour cet exposé très instructif. Souhaitez-vous ajouter une dernière chose?

C.G.: Dans une interview avec Vicky Dávila, le sénateur Alvaro Uribe a recommandé au gouvernement de renforcer la militarisation pour contrer la mobilisation. Il a mis en avant

les atouts d'une présence militaire lorsqu'il s'agit de contrôler les villes, en citant l'exemple du couvre-feu. Uribe a d'ailleurs critiqué le fait que cela n'ait pas été appliqué comme une forme permanente de contrôle public. Son conseil est le suivant: utiliser la police contre les protestations pacifiques et l'armée avec ses armes de guerre contre les manifestations non autorisées sur la voie publique. Uribe estime également que l'ESMAD devrait être renforcé plutôt qu'affaibli et, plus généralement, qu'il faudrait se montrer plus ferme contre les troubles à l'ordre public. Son discours de base préconise de ne faire aucune concession aux grévistes et consiste à répéter encore et toujours ses propositions pour baisser les impôts des entreprises, ajuster ici et là l'assurance maladie des retraités et imposer sa réforme du travail. Sa stratégie d'introduction d'éléments soi-disant sociaux dans la réforme fiscale fait partie de la recette du «grand dialogue» pour ne rien changer.

[ask! – Groupe de travail Suisse-Colombie](#)

Lisa Alvarado

lisa.alvarado@askonline.ch

[links](#)

- [Interview sur la «Paro Nacional» avec Camilo González. \(en allemand\)](#)

dossier

Néolibéralisme et travail décent



Des travailleuses protestent contre les mauvaises conditions de travail dans les usines textiles cambodgiennes. Photo : Solidar Suisse

Les partisans d'une politique économique néolibérale sont convaincus que le libéralisme et la déréglementation du marché maximisent la croissance économique et la prospérité de tous, tant sur le plan national qu'international.

Mais la réalité montre tout autre chose: contrairement à ce qu'on leur a promis, les «pays du Sud» ne parviennent pas à sortir de la pauvreté et de la misère. Le travail des habitants de ces pays, que ce soit dans le domaine des services, de la production, de l'agriculture ou dans l'exploitation minière, est souvent mal rémunéré, dégradant et dangereux, et les droits des travailleurs sont bafoués.

Le travail des enfants dans les champs de coton d'Afrique de l'Ouest et dans les mines d'or, les relations de travail confinées à l'esclavage dans les usines asiatiques, l'asservissement salarial dans les plantations indonésiennes et malaisiennes de palmiers à huile, la violation de droits fondamentaux du travail – en particulier pour les femmes – dans les usines textiles du sud-est de l'Europe, l'expulsion de petits agriculteurs en Amérique du Sud en raison de nouveaux projets miniers de grands groupes européens, ou encore l'exploitation, partout dans le monde, des migrants dans le secteur agricole: les exemples sont légion.

Nous, consommateurs suisses, pouvons certes nous montrer solidaires et protester contre

ces conditions de travail injustes – par exemple par nos décisions d'achat ou en faisant pression sur certains groupes pour qu'ils modifient leurs chaînes logistiques –, mais ces actions restent limitées. Il n'existe pas, pour les entreprises suisses, de responsabilité juridique les obligeant à améliorer les conditions de travail dans les pays de production, ne serait-ce que les pires d'entre elles. Ou du moins, pas encore. En effet, l'initiative «Multinationales responsables» souhaite changer cela: elle demande à ce que les multinationales basées en Suisse soient désormais tenues responsables des violations des droits humains commis par leurs filiales et de la pollution environnementale de ces dernières.

Mais la mondialisation n'est pas le seul facteur favorisant l'exploitation. De nombreuses personnes travaillant en dehors des chaînes logistiques mondiales sont parfois même encore plus exposées à des rapports d'exploitation: c'est particulièrement le cas des travailleurs du secteur informel tels que les marchands ambulants et les employés de maison, mais aussi des travailleurs temporaires et des employés de très petites entreprises.

Le travail ne doit pas être avilissant pour ceux qui l'effectuent; il ne doit pas rendre malade et il doit permettre de mener une vie libre et autonome. C'est pourquoi l'Agenda du travail décent de l'Organisation internationale du travail (OIT) cite comme facteurs d'un travail décent les éléments suivants: une rémunération convenable, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale des employés et de leur famille, la possibilité de s'organiser syndicalement, la participation et la contribution au développement du travail, tout comme l'égalité des chances et de traitement pour tous. Il s'appuie ici sur des droits universels: la Déclaration universelle des droits de l'homme garantit en effet le droit à un travail décent (article 23). Parallèlement, l'objectif 8 des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU revendique expressément un travail décent pour tous.

Solidar Suisse s'engage pour des conditions de travail équitables partout dans le monde et contribue ainsi à une mondialisation et à un développement économique plus justes. Dans cette perspective, il est absolument essentiel que les travailleurs puissent s'organiser syndicalement ou indépendamment des syndicats. Solidar Suisse soutient des militants et des organisations sur place de façon à ce que les individus puissent s'organiser collectivement et lutter contre leur exploitation, comme dans le secteur de la santé au Kosovo, dans les plantations en Bolivie ou dans les usines textiles au Cambodge. Conjointement avec des partenaires locaux, Solidar intervient aussi directement sur les marchés locaux afin de développer et renforcer les chaînes de production et les chaînes logistiques locales – p. ex. dans le cadre de la transformation du miel au Burkina Faso ou de la certification du cacao en Amérique latine. De plus, Solidar favorise l'accès au marché du travail, notamment grâce à des mesures d'alphabétisation ou à travers le soutien à des écoles professionnelles publiques. Les formations à des métiers traditionnels, p. ex. dans la métallurgie ou le bâtiment, ou à des métiers du secteur informel indépendant, par exemple pour devenir installateur de panneaux solaires ou producteur d'engrais à base de compost ouvrent elles aussi de nouvelles perspectives. Les bénéficiaires de ces différentes approches de formations formelles ou informelles sont principalement des jeunes gens des zones rurales et semi-rurales, en particulier des jeunes femmes.

[Solidar Suisse](#)

Klaus Thieme

Klaus.thieme@solidar.ch

Responsable de la coopération au développement

links

- [Solidar Suisse](#)
- [Déclaration universelle des droits de l'homme, article 23 - Le droit à un travail équitable](#)
- [ILO – Decent Work Agenda](#)
- [Objectifs de développement durable - Objectif 8](#)
- [Initiative pour des multinationales responsables](#)

dossier

Extraction d'or au Burkina Faso: les profits avant les droits humains?



Innocent Zallé et sa famille devant les ruines de leur ancienne maison à Bissa. Photo de Meinrad Schade

La ruée vers l'or que le Burkina Faso connaît depuis 2012 a amené Action de Carême à accorder une importance accrue à la question des matières premières dans ses projets. En effet, les organisations partenaires locales, les petits agriculteurs et agricultrices des zones rurales, ou encore les groupes de solidarité féminine subissent tous directement les conséquences de l'exploitation aurifère, puisque son extraction sur leurs terres détruit leurs sources de revenus. En termes de développement humain, l'indicateur de l'ONU classe le Burkina Faso 183^e sur 189 pays. Un peu plus d'un tiers seulement de la population sait lire et écrire et plus de 40 % vit en dessous du seuil d'extrême pauvreté (moins de 1,90 dollar par jour). Le produit intérieur brut du pays atteint à peine 12 milliards de dollars, soit, pour une population de 20 millions d'habitants, 646 dollars par personne.

À Bissa, où le village du même nom a dû en 2013 céder la place à la plus grande mine d'exploitation industrielle du pays, les conditions de vie des villageois et villageoises déplacés se sont considérablement dégradées. Les exploitants n'ont tenu pratiquement aucune de leurs promesses. Sur le nouveau lieu de vie, l'eau courante, contaminée à

l'arsenic, s'est révélée impropre à la consommation, obligeant les femmes et les filles à parcourir plusieurs kilomètres chaque jour pour trouver de l'eau potable. Les maisons mises à disposition n'ont rien à voir avec l'habitat traditionnel, contribuant ainsi à la destruction d'une structure sociale jusqu'alors préservée. Par ailleurs, seuls les champs exploités au moment du déplacement ont fait l'objet d'un dédommagement. Et parmi les 1500 villageois et villageoises concernés, seuls 75 ont été embauchés à la mine.

Internationaliser aussi les droits humains

Ces dernières années, un peu plus de 90 % de l'or extrait au Burkina Faso a été exporté en Suisse pour y être raffiné. Ainsi, l'économie est internationale, mais pas les responsabilités en matière de droits humains. Pourtant, la richesse helvète est directement liée à l'exploitation des matières premières des pays du Sud puisque la Suisse est le leader du commerce de matières premières et du raffinage de l'or. Avec des exportations d'une valeur supérieure à 68 milliards de francs, les métaux précieux constituaient en 2018 le deuxième produit le plus exporté par la Confédération. Il s'agissait à 95 % d'or. C'est en effet sur notre territoire que les deux tiers des stocks d'or mondiaux sont raffinés.

Protagoniste majeure et principale plaque tournante de la planète dans le domaine de l'extraction aurifère, la Suisse porte une responsabilité particulière. Or, le 18 décembre 2019, le Conseil des États a renouvelé sa décision de ne pas sanctionner les entreprises suisses pour les atteintes aux droits humains ou les dégâts environnementaux commis par leurs filiales à l'étranger. De manière salutaire, la responsabilité est au cœur de l'initiative «multinationales responsables». Car les entreprises doivent pouvoir être sommées de rendre des comptes lorsque leurs actions bafouent les droits humains.

[Action de Carême](#)

Colette Kalt

Kalt@fastenopfer.ch

[links](#)

- [Le profit plus important que les droits humains? L'or ne brille pas p pour tous](#)
- [Initiative multinationales responsables](#)

dossier

Au-delà du néo-libéralisme



To live together on the planet instead of alone in our wallet?

Les efforts faits pour donner une éthique à l'économie sont-ils en train de porter leurs fruits ? Nous est-il possible, l'humanité, de passer d'une économie basée sur le repli sur ses propres finances, celles du groupe social ou national vers une économie de la générosité et du partage ? Sommes-nous à même de réaliser de façon universelle et au plus vite les droits économiques et sociaux ?

La transition énergétique et les réponses au réchauffement climatique augmentent le sens des responsabilités et favoriseront ainsi l'émergence et la réalisation d'une économie à visage humain. L'immense richesse de l'humanité – richesse de cœur et de savoirs, d'infrastructures et en fortune – va aussi contribuer à cela.

Les Objectifs du Développement Durable (ratifiés par tous les pays membres de l'ONU) ont pour objectif l'abolition de la pauvreté. Un juste partage des revenus provenant des ressources non-renouvelables et renouvelables, des infrastructures créées par le passé; le devoir pour les entreprises de ne pas générer de pauvreté et d'aider à la combler (le Global compact ne va pas assez loin) ; une fiscalité se tenant à son rôle de répartition et le revenu de base universel sont des exemples devant aboutir à des solutions concrètes d'ici 2030.

Les personnes individuelles ont aussi un rôle essentiel à tenir : la générosité et la solidarité, leurs apprentissages sont à la base d'une civilisation où chacune et chacun trouve sa

place. Participation civique, consommateur-s et actionnaires critiques, mais aussi activistes contre la corruption ou les abus et les liens entre paix et économie sont des voix qui doivent être entendues.

Enfin, il convient de citer les nouvelles formes d'économie, économie du don et du partage, du recyclage ou en circuit fermé, économie sociale et solidaire et économie électronique, lorsque que des critères éthiques et de partages sont respectés.

L'APRED théorise et soutien la transition douce vers une économie à visage humain.

APRED

Christophe Barbey

cb@apred.ch

links

- [Les Objectifs 2030 du Développement Durable](#)
- [Droits économiques, sociaux et culturels](#)
- [Les principes du global compact \(En anglais\)](#)
- [Le revenu de base universel selon l'ONU \(rapporteur spécial sur la pauvreté\)](#)
- [Transparency international \(en anglais\)](#)
- [Institute for economics and peace \(en anglais\)](#)
- [Actionnaires critiques \(en Suisse\)](#)
- [Économie sociale et solidaire](#)

pour aller plus loin

De Santiago à Paris, les peuples dans la rue



Plaza de la Dignidad à Santiago du Chili, 2019. Photo : Nicole Kramm Caifal

L'article « *De Santiago à Paris, les peuples dans la rue* », a été publié en janvier 2020 par Serge Halimi dans le journal *Le Monde Diplomatique*. L'auteur y explique les causes des différentes vagues récentes de protestation ainsi que leurs conséquences sur la situation actuelle comme sur l'avenir.

Les rues ne désemplissent pas. Le mécontentement général et les manifestations qui en découlent (Algérie, Liban, Equateur, France, Chili...) prennent un nouveau tournant. On assiste à des mouvements collectifs très exigeants, solidaires et apolitiques qui ont porté quelques fruits. De plus en plus répressifs, les gouvernements peinent à faire taire leurs opposants qui « veulent la chute du régime ».

Tout a commencé en 2010, après le premier soulèvement tunisien qui a donné naissance aux printemps arabes. S'en sont suivis le « mouvement des places espagnoles », la mobilisation des étudiants chiliens et Occupy Wall street, pour n'en nommer que quelques-uns.

Aujourd'hui encore, aux quatre coins du monde, les slogans diffèrent mais on retrouve le même élément déclencheur: Une impuissance face au libéralisme économique qui creuse les inégalités sociales et face à l'oligarchie dominante en place qui ne répond pas aux besoins, ni ne représente les intérêts du peuple. Il en résulte une fatigue de vivre dans la

précarité, de voir ses droits (retraite, éducation, santé) mutilés, son environnement dégradé. L'écologie illustre bien cette impuissance. Malgré les bonnes volontés politiques apparentes (particulièrement mises en avant lors des différentes COP), les plus riches continuent de surconsommer au détriment d'une planète en surchauffe.

Il y a plus de vingt ans, « la mort du capitalisme, la convergence des luttes, l'impasse de la mondialisation » nous étaient déjà annoncés. Pourtant, les politiques néolibérales n'ont cessé de se propager. Au cœur du problème, la corruption que l'on retrouve sous différentes formes: Celle qui consiste à financer des intérêts privés par la destruction du système public à coup de réformes (avec des programmes sociaux amputés, des services initialement publics de plus en plus chers, la mise en place de systèmes de retraite par capitalisation...); celle mise en évidence par des relations incestueuses entre l'Etat et le capital (par exemple, l'ancien président de la commission européenne, José Manuel Barroso, désormais employé par la banque Goldman Sachs) qui freinent le pouvoir des opposants au système économique établi.

Halimi présente le Chili, « berceau du capitalisme », comme la preuve même de son échec. Depuis octobre dernier, une grande partie de la population chilienne déplore son système politique resté néolibéral malgré la chute du régime totalitaire de Pinochet et la transition démocratique qui s'en est suivie: retraites par capitalisation, universités privées, autoroute et eau payantes. Malgré le durcissement de la répression policière, judiciaire et militaire (qui s'est soldée par 11 000 blessés, 200 éborgnés et 26 morts depuis le début de la crise sociale), la rébellion perdure.

Ces différentes protestations n'ont peut-être pas débouché sur une alternative politique sérieuse au néolibéralisme mais se sont tout de même soldées par de petites victoires qui suffiraient à renforcer la confiance des manifestants « plus forts » et « plus dignes »: le régime d'Omar El-Béchir est tombé au Soudan, des premiers ministres ont été forcés de démissionner au Liban et en Iraq, l'ancien président Bouteflika a été contraint de démissionner en Algérie et il est prévu que la constitution chilienne soit réécrite. Selon Halimi, ces manifestations auront en tout cas permis de « ne plus offrir au libéralisme l'espoir d'un retour à la normale ».

[swisspeace](#)

Sanjally Jobarteh

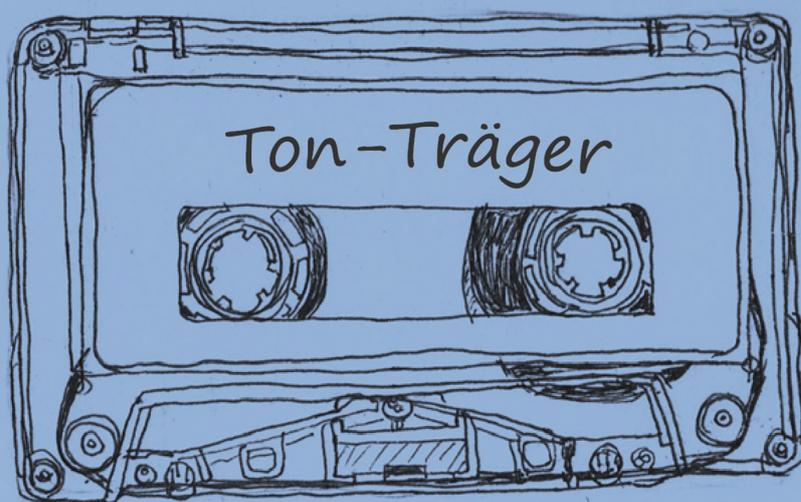
Sanjally.Jobarteh@swisspeace.ch

[links](#)

- [De Santiago à Paris, les peuples dans la rue \(réservé aux abonnés\)](#)

actualité

KOFF Podcast Ton-Träger: Femmes, paix et sécurité : Où est l'égalité ?



KOFF a lancé un podcast (disponible en allemand seulement). Dans cette série de podcasts, vous entendrez des histoires et points de vues de plusieurs organisations membres et partenaires de la plateforme KOFF.

Le premier épisode du KOFF Ton-Trägers est consacré au 20e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. Car comme le dit Flurina Derungs de PeaceWomen Across the Globe dans l'interview pour ce podcast, "la résolution a été un jalon dans la politique internationale de paix, car pour la première fois elle place les besoins et les préoccupations des femmes au centre des efforts de paix". Mais même 20 ans après son adoption, la mise en œuvre de la résolution reste difficile et les femmes sont toujours sous-représentées et ne sont pas égales aux hommes dans les processus de paix.

Jonas Hinck de la plateforme KOFF s'est entretenu avec Anat Al-Mzayyen de la Palestinian Working Women Society for Development, Flurina Derungs de PeaceWomen Across the Globe et Sarah Koch, Gender Focal Point de la Division de la sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères sur la nécessité et le contenu de la résolution

1325 et sur les problèmes de sa mise en œuvre.

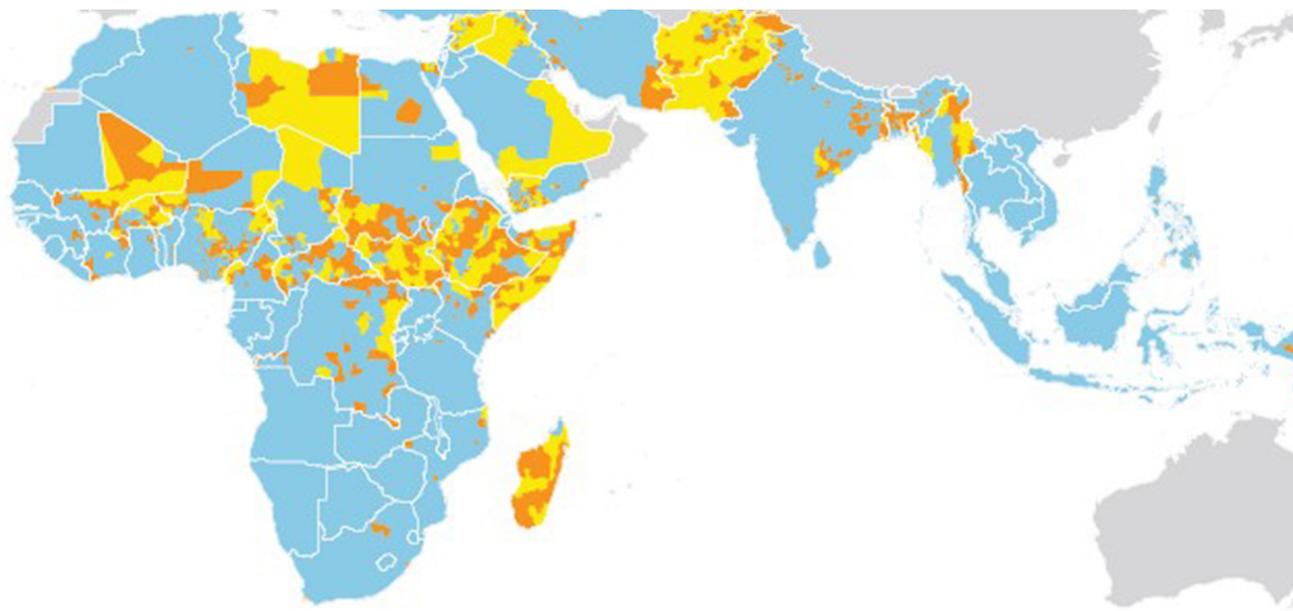
D'autres épisodes seront publiés à l'avenir sur la [page Soundcloud de KOFF](#).

links

- [KOFF Podcast Ton-Träger: Femmes, paix et sécurité : Où est l'égalité ? \(en allemand\)](#)

actualité

Eau, paix et sécurité: un nouvel outil d'alerte précoce



■ Peace ■ Emerging conflict ■ Ongoing conflict ■ No data

Outil d'alerte internationale précoce du WPS, prévision des risques de conflit (octobre 2019 à septembre 2020)

Le groupe de travail Water, Peace and Security (Eau, paix et sécurité – WPS) a mis au point un nouvel outil capable de prédire le risque de conflit violent lié à l'eau jusqu'à un an à l'avance.

Pour déterminer les endroits où des violences organisées sont susceptibles de se produire, le système d'alerte internationale précoce du WPS utilise l'apprentissage automatique, ou « machine learning », qu'il associe à des données environnementales, météorologiques, sociales et économiques. Il permettra aux experts du développement mondial, de la diplomatie, de la réaction aux catastrophes et de la défense d'intervenir en collaboration avec les gouvernements et les communautés concernées pour éviter les conflits latents avant la moindre effusion de sang.

L'outil détectera ainsi les points de tension potentiels en Afrique, au Moyen-Orient, et en Asie du Sud et du Sud-Est pour les douze mois à venir, en croisant les données environnementales avec les informations socio-économiques et démographiques (comme la densité de population et les conflits passés) des deux dernières décennies.

Actuellement, le système révèle qu'environ 2000 régions administratives de l'hémisphère sud sont menacées par un conflit lié à l'eau, notamment en Irak (Bassora), en Iran (Khorramshahr et Abadan), ainsi que dans certaines zones du Mali, du Nigéria, de l'Inde et du Pakistan.

Un quart de la population mondiale vit dans des régions soumises à un stress hydrique important. Si les actions visant à résoudre les problèmes liés à ces questions peuvent contribuer à la paix, les risques tels que sécheresses, rareté hydrique, pollution ou inondations peuvent à l'inverse être de véritables « multiplicateurs de menaces », susceptibles de provoquer des conflits et d'entraîner l'anéantissement des récoltes, des famines et des déplacements de population.

Le groupe de travail WPS utilisera les informations fournies par le système pour inciter la sphère politique à l'action et guider les interventions de consolidation de la paix.

[International Alert](#)

David Ackers

dackers@international-alert.org

links

- [L'outil d'alerte précoce du groupe de travail Water, Peace and Security prédit les conflits liés à l'eau jusqu'à un an à l'avance \(en anglais\)](#)

actualité

Table ronde «Paix et droits humains en Colombie et au Honduras: une mission à haut risque!»



La table ronde sur l'Amérique latine organisée le 7 novembre 2019 par la plateforme suisse de promotion de la paix (KOFF), en collaboration avec le groupe de travail Suisse-Colombie (ask!) et Peace Brigades International Suisse (PBI), a permis de rencontrer quatre femmes engagées venant de Colombie et du Honduras; l'occasion aussi d'évoquer avec elles la situation dans les deux pays, le travail et les défis des organisations de la société civile sur place, ainsi que leurs revendications, leurs craintes et leurs espoirs.

La mise en œuvre (insuffisante) de l'accord de paix et l'escalade de la violence en Colombie ont été abordées le matin. Diana Luz Barrios Márceles (COLEMAD) et Yesica Blanco Lozano (Sembrandopaz), les invitées des deux organisations partenaires du programme de promotion de la paix «Semillas de Esperanza», ont parlé de leurs expériences sur le droit des femmes à la terre, l'indemnisation et la restitution de terres, ainsi que de leurs efforts en faveur du dialogue et de la réconciliation.

L'après-midi a été consacré à des questions sur les droits humains, la violence et la

diversité sexuelle au Honduras. Esdra Sosa Sierra et Bertha Zuñiga Cáceres ont abordé les conséquences des situations difficiles et le combat des organisations de la société civile pour les droits de la communauté LGBTI+.

[ask! – Groupe de travail Suisse-Colombie](#)

Lisa Alvarado

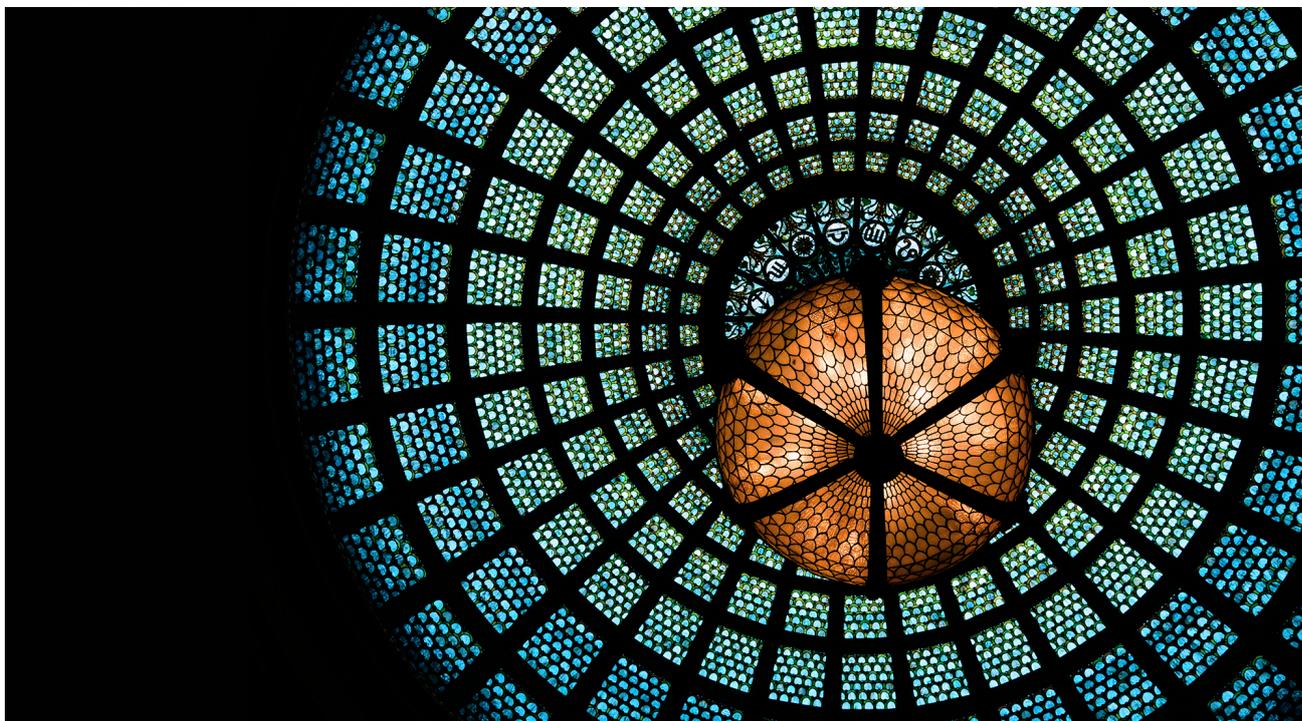
lisa.alvarado@askonline.ch

links

- [Invitation à la table ronde \(en allemand\)](#)
- [«Semillas de Esperanza», le programme suisse pluriel de promotion de la paix en pratique \(en allemand\)](#)

calendrier

Événements et nouvelles



links

-

NOUVELLES DE KOFF

Les nouvelles de KOFF et des organisations membres se trouvent sur notre [PAGE WEB KOFF](#).

COURS DE SWISSPEACE

Vous pouvez vous inscrire maintenant aux cours suivants de swisspeace:

- [Unpacking Radicalization](#)
- [Preventing Violent Conflicts](#)
- [Conflict Sensitivity](#)

Vous trouverez des informations sur l'ensemble de l'offre de cours de swisspeace sur la promotion de la paix et les conflits sur [NOTRE PAGE WEB](#).

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Amélie Lustenberger & Sanjally Jobarteh
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Haïti, 2012. Creative Commons

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Solidar Suisse
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	SOS Village d'enfants
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	Stiftung für Integrale
cfd	IAMANEH Suisse	Friedensförderung
Conseil suisse pour la paix	ICP	Swiss Academy for Development
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	SWISSAID
DCAF	Interpeace	Terre des Femmes Suisse
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	terre des hommes schweiz
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	